



Le chœur des chroniqueurs économiques des ondes

Entonné par quelques chroniqueurs semblables et interchangeable, le sermon matinal à la gloire du marché ne connaît pas de frontières sur les ondes. Au sortir du lit ou encore sous la couette, à l'écoute de France Inter ou d'Europe 1, de RTL ou de RMC, dès qu'il est question d'économie, l'auditeur a toujours droit à la même sonnerie de réveil.

En décembre 1999, Serge Halimi rédigeait un article paru dans *Le Monde diplomatique* et disponible [ici même](#) – « Lancinante petite musique des chroniques économiques » – dans lequel il était question du discours uniforme diffusé sur les ondes radiophoniques. Les éditorialistes économiques de l'époque – Jean-Marc Sylvestre pour France Inter, Nicolas Beytout pour RTL ou Jacques Barraux pour Radio Classique – partageaient à peu près les mêmes opinions et vantaient de concert ou à tour de rôle (selon l'heure de diffusion) les atouts du marché et de la mondialisation. Depuis, beaucoup de choses ont changé. Croit-on...

« La France est droguée à la dépense publique »

Les radios se ressemblent... Les 14 et 15 novembre, les chroniqueurs économiques des radios généralistes se sont donné le mot après le discours très libéral de François Hollande : pour eux, c'est un premier pas, mais ce n'est pas assez ! Ainsi, Christian Menanteau, sur RTL (le 15 novembre), revient sur l'annonce faite par le chef de l'État de réduire de 12 milliards d'euros par an les dépenses publiques pendant cinq années : « *Ça peut vous paraître dérisoire, puisque ça ne fait qu'1 % de ces fameux 1 100 milliards de dépenses publiques annuelles. En réalité, c'est un Himalaya, tout simplement parce que la France est droguée à la dépense publique. Nous en sommes les champions d'Europe, et toute notre organisation économique et sociale est régie par le toujours plus.* »

Plus aimable, Nicolas Doze, sur RMC (le 14 novembre), encourage le Président : « *Moi, aujourd'hui, je lui mets 16/20, à François Hollande.* » Alors qu'Axel de Tarlé, sur Europe 1, applaudit froidement : « *On assiste au tournant social-libéral qu'on a connu en Europe du Nord. [...] Côté mesures, on reste sur notre faim. On ne sait pas comment on va baisser la dépense publique. Maintenant que ce virage social-libéral est pris, il faut lui donner de la puissance. Accélérer.* » Mais Tarlé sait reconnaître la vraie valeur des choses, et il se rattrape dans *Le Journal du dimanche* (le 18 novembre) : « *Plutôt que de soutenir le consommateur et la demande, il faut soutenir les producteurs, c'est le socialisme de "l'offre" [sic]. Le virage "social-libéral" est pris, reste maintenant à prendre de la vitesse. La tâche est historique : il faut sauver la France, l'euro, l'Europe. Bonne chance, monsieur le Président.* » Même soutien sur France info, quelques semaines plus tôt, avec Emmanuel Cugny : « *On a vraiment envie de dire ce matin au Premier ministre : allez-y, monsieur Ayrault, foncez, c'est maintenant ou jamais.* » (le 6 novembre).

À entendre les petites allocutions matinales des chroniqueurs économiques, il est urgent de réduire massivement les dépenses publiques. Dominique Seux (le 22 novembre) explique que « *si la croissance reste faible, et comme le bouton "Impôts" est enfoncé au maximum, c'est du côté des 1 200 milliards de dépenses qu'il faudra regarder.* » On a compris.

« C'est la Grèce qui nous attend. »

Les radios se ressemblent... et les matinées aussi. Le 20 novembre, les mêmes chroniqueurs s'émeuvent collectivement de la dégradation de la note de la France par l'agence Moody's. Les commentaires sont identiques, et les conclusions, interchangeables. Pour Tarlé, sur Europe 1, la perte du triple A est « *une sanction de vingt ans de dérives. [...] On comprend le message : la France doit maintenant agir, libérer son économie, c'est tout ce qu'on rabâche depuis des années sur la souplesse, le coût du travail. Maintenant, il faut y aller franchement, sinon c'est la Grèce qui nous attend.* »

Sur France Inter, Seux ne dit pas autre chose : « *La décision de Moody's va obliger la France à bouger, à s'adapter. Sont pointées la perte de compétitivité de notre économie, les rigidités du marché du travail et des biens et services, la situation budgétaire et, c'est le plus important, notre incapacité à tenir nos promesses dans la durée, à nous réformer.* » Et d'ajouter : « *Le gouvernement commence à agir,*

Moody's le dit, mais, on le sait, on le dit, on voit bien que le plan de compétitivité de la semaine dernière ne peut être qu'un début, pas une fin. »

Et dans un langage moins châtié, Menanteau, sur RTL, se laisse aller : « *si nous ne voulons pas descendre d'un étage supplémentaire – puisque nous sommes encore sous revue négative – il va falloir entrer dans le dur, être plus sérieux, accélérer les réformes et les compléter avec plus de rigueur. L'addition, dites-vous, est à venir.* » Le ton est péremptoire, et les chroniqueurs l'affirment avec aplomb : le salut de la France ne viendra qu'avec plus de « compétitivité ». C'est Menanteau qui le dit : « *la compétitivité, c'est la clé. Et les rigidités, aussi, du marché du travail.* » (RTL, le 20 novembre)

Mais la compétitivité n'est pas la seule clé pour ouvrir la porte du paradis libéral. En effet, le chroniqueur de RTL suggère de s'attaquer au code du travail, car « *il est devenu tellement complexe et éloigné des réalités économiques qu'il exclut de facto tous ceux qui veulent y entrer.* » (le 29 novembre). Pour lui, l'idéal est à chercher du côté des montagnes helvètes : « *Le code du travail, c'est 3 400 pages en mouvement perpétuel. En Suisse, où 250 000 Français travaillent – et, je crois, dans de bonnes conditions –, le code du travail fait 75 pages.* » De là à dire que le paradis se trouve sur les sommets des Alpes...

Enfin, si l'Allemagne est toujours un inaccessible modèle, ils vouent aussi une admiration sans limites à Mario Monti et à ses méthodes : « *Sa façon d'agir, explique Seux, est un modèle du genre, réformer sans asphyxier. Disparue l'image rigide qu'il avait quand il était commissaire à la Concurrence à Bruxelles. Mario Monti a lancé deux réformes-clés : celle des retraites et celle du marché du travail.* » (France Inter, le 27 novembre)

En bref et pour résumer la pensée matinale des journalistes économiques – il suffit de citer Menanteau, sur RTL –, « *il y a des emplois non pourvus sur le marché du travail français. Il y a plusieurs verrous : la faible compétitivité globale de l'économie française, l'inefficacité de nos dépenses publiques, mais surtout, surtout, l'état de notre marché du travail, qui marche sur la tête. Nous avons le pire indice de flexibilité d'emploi des grands pays de l'OCDE.* » (29 novembre)

Dominique Seux, Axel de Tarlé, Christian Menanteau, Nicolas Doze et consorts ont le droit de penser ce qu'ils pensent, et même de le dire. Le problème – toujours le même –, c'est qu'ils pensent

la même chose et qu'ils le disent un peu partout. Seux intervient dans *Les Echos* et sur France Inter, et les journalistes des *Echos* se retrouvent tous les matins sur Radio Classique. Tarlé, que l'on entend sur Europe 1, collabore aussi à d'autres médias de Lagardère (*Paris Match* et *Le Journal du dimanche*) et il anime également une émission sur France 5 (« C à dire ?! »). Chroniqueur sur RMC, Doze est présent sur BFMTV et BFM Business. Etc. Cette omniprésence de la pensée libérale laisse peu d'espace à des points de vue hétérodoxes, d'autant que les invités économiques des matinales demeurent toujours les mêmes (voir nos articles précédents à ce sujet, notamment le dernier en date, « Ces économistes qui monopolisent (toujours) les débats »).

Tous, éditorialistes appointés et experts cooptés, ont alors beau jeu de prôner la rigueur permanente et de vanter aux auditeurs les bienfaits de la saignée austéritaire qu'on leur inflige. Ils bénéficient du même type de privilège que les marchés financiers dont ils redoutent tant les oukases, et dont ils se font les porte-parole dévoués face aux peuples rétifs et aux gouvernements trop peu diligents à leur goût : une irresponsabilité à peu près totale ! Quelles que soient leurs erreurs de jugement et d'analyse, sans cesse réitérées – et, surtout, quelles que soient les conséquences sociales et politiques de leurs préconisations : anémie démocratique ou paupérisation généralisée en Europe –, ils continuent de jouir de la même immunité médiatique.

Mathias Reymond, le 13 décembre 2012.

ACRIMED : LA CRITIQUE DES MEDIAS... EN ACTES !

Née du mouvement social de novembre-décembre 1995, Acrimed (Action-Critique-Médias) est une association qui réunit chercheurs et universitaires, journalistes et salariés des médias, acteurs et militants du mouvement social. Elle porte une critique des médias indépendante, rigoureuse et sans complaisance, prenant le mal à la racine : une critique radicale.

Pourquoi une association ? Pour mener collectivement les indispensables combats pour transformer l'ordre médiatique existant.

Pour y participer, nous soutenir, nous lire, nous contacter, vous informer sur les activités de l'association, rendez-vous sur le site :

www.acrimed.org

SI UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE, D'AUTRES MÉDIAS LE SONT AUSSI. MAIS POUR QU'UN AUTRE MONDE SOIT POSSIBLE, D'AUTRES MÉDIAS SONT NÉCESSAIRES.